

DU SANG SUR L'OLYMPE...

Il y a quelques mois, j'indiquais à nos camarades que le *Foreign Office* avait fait les recommandations nécessaires au roi de Grèce, Georges II, à l'occasion de la Restauration de la Monarchie et de son retour, recommandations l'invitant à garantir la démocratie.

Cette intervention publicitaire du cabinet de Londres suivait un scénario bien réglé: le maintien de troupes britanniques en Grèce indisposait fort les dirigeants russes et ceux-ci, avec juste raison, demandaient le départ des forces armées stationnées sur le territoire.

C'était une réponse directe à la demande d'évacuation de l'Iran et de l'Azerbaïdjan passés sous contrôle soviétique. Il ne faut pas perdre de vue que les intérêts anglais sont extrêmement importants dans cette partie de l'Europe, tant du point de vue commercial que du point de vue stratégique et politique. Base de départ ou de protection qui commande une action importante vers les Balkans ou même vers l'U.R.S.S., et base de protection de la route impériale et, par là même, des gisements pétroliers, on comprend que Londres suive avec une attention pointilleuse la marche des événements dans ce coin du monde.

La démocratie, le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont des hypocrisies qui entraînent malgré tout à certaines précautions si l'on veut au moins sauver la face, c'est pourquoi l'Angleterre avait fait connaître à tout les échos que ne voulant à aucun prix s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États, elle évacuerait la Grèce dès que les troubles consécutifs aux élections douteuses qui se sont déroulées dans ce pays, seraient apaisés. Inutile d'insister; le cabinet Tsoldaris qui a contre lui la partie la plus déshéritée de la population, qui a sans doute autant de popularité qu'un ministre de Louis XVIII de l'époque de la *Terreur Blanche*, ce cabinet ne pouvait avoir la prétention de rétablir l'ordre qu'en employant les moyens usités par tous les gouvernements, sous tous les régimes: la force brutale. A la violence réactionnaire répond la violence révolutionnaire, et le capitalisme serait mal venu de se plaindre, puisqu'il repose sur la violence. Pour la classe ouvrière, c'est son seul acte de légitime défense ayant quelques chances d'efficacité. Déjà on nous parle de «*rébelles*» et de «*réguliers*», de gouvernementaux et d'insurgés; bientôt, ce sera les «*rouges*» et des partisans de l'ordre; de 1936 à 1939, ces qualificatifs jésuitiques ayant été employés à l'égard des Espagnols. Déjà, l'Albanie, la Yougoslavie et, par répercussion logique, l'U.R.S.S., sont désignés comme aidant probablement les maquis organisés à proximité des frontières helléniques. Tsoldaris, chef du gouvernement, membre du *Parti Populiste-Royaliste*, a nettement accusé l'étranger de porter la responsabilité des incidents de ces derniers jours. Pis encore, le général Spiliotopoulos, chef à l'État-Major grec, et le général Rawlings, chef de la mission militaire britannique, vont se rendre à Londres; serait-ce pour y demander l'envoi de renforts, afin non pas de s'immiscer dans les affaires intérieures grecques, mais simplement pour rétablir l'ordre démocratique.

Le sort des malheureux hellènes confirme le fait que lorsque les généraux se réunissent à Londres ou ailleurs, la paix est toujours menacée et leurs entretiens déterminent fatallement une aggravation des conditions d'existence des peuples.

A. NONUMA.